



AOUT 2024
N° 3 69^e ANNÉE

WWW.UNITERRE.CH

OUI AU DÉBAT
de société autour de la biodiversité

SOEURS ENNEMIES
vraiment?

DES BIQUETTES
pour le petit coq

UNE RÉPONSE GLOBALE
Assurance sociale alimentaire

LE JOURNAL PAYSAN INDÉPENDANT



LA NATURE PURE ?

EDITORIAL

ULRIKE MINKNER
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

La nature est devenue un produit romantisé qui est volontiers utilisé à différentes fins : la "nature libre" pour les vêtements d'extérieur, la "nature sauvage" pour les sports extrêmes ou la "nature intacte" pour les questions écologiques, pour ne nommer que quelques exemples. Bien que la nature et la biodiversité, qui y est liée, appartiennent à tou-ttes et que leur maintien soit le devoir de tou-ttes, cette responsabilité est souvent déléguée à des groupes spécifiques. Les consommateurs et consommatrices sont par exemple encouragés à faire des achats responsables. Cela nous permet de nous racheter une conscience morale et éthique, en consommant des produits labellisés. Nous faisons certainement aussi un choix pour notre santé, vu que nous partons du principe que les produits bio ou IP sont moins chargés en produits nocifs. Nous - au moins les personnes qui peuvent se permettre ces coûts supplémentaires - partons également du principe que c'est aussi un moyen de soutenir la biodiversité ou au moins, de ne pas lui nuire. Mais tou-ttes ne peuvent pas se permettre le coût supplémentaire de ces produits. Le budget du ménage est déjà tellement impacté par le loyer, les primes d'assurance maladie et d'autres frais fixes, que l'on serre la vis au niveau de l'alimentation. Les paysannes et paysans sont à leur tour accusés de ne pas en faire assez pour la biodiversité. En termes moins subtils, ils détruiraient la nature. Une fois de plus, la faute est mise sur un groupe particulier. Une sélection a été faite dans l'agriculture pour produire de plus en plus efficacement. Plus de quantité, des prix plus bas et l'utilisation de technologies ont été pendant des décennies les buts de la politique agricole et de la recherche. Alors que l'on déplore de nos jours que cette augmentation ciblée de l'efficacité va de pair avec une perte de biodiversité, on nie que les milieux paysans notamment ont présagé ce développement. Tôt ou tard, tout système est épuisé. C'est pourquoi la solution autour de la perte de biodiversité ne peut être déléguée à un groupe particulier. Ni, comme on aime le proposer, au marché. Il ne s'agit pas de se refiler la patate chaude. Mais il est clair que nous avons besoin de mesures politiques soutenues par tou-ttes et de nouvelles idées, car la biodiversité nous concerne tou-ttes. Il existe d'innombrables mesures et prescriptions pour l'agriculture, qui prennent en partie la forme d'incitations financières. Il n'est cependant pas acceptable que le revenu paysan dépende de paiements directs toujours plus importants. Nous sommes relégués au stade de mendiants et la population a de moins en moins de compréhension pour ce système. Pour nous, paysannes et paysans, la biodiversité compte. Les surfaces dédiées à la promotion de la biodiversité sur les fermes sont en constante augmentation ces dernières années. Cet effort devrait être reconnu comme tel. •

"SEUL ON VA PLUS VITE, ENSEMBLE ON VA PLUS LOIN."

Une nouvelle fois la population suisse devra se prononcer ce 22 septembre sur une initiative qui touche l'agriculture. Il faudrait s'en réjouir, puisque nous luttons pour la souveraineté alimentaire et une démocratie alimentaire. Mais est-ce que nous nous posons la question du marché ou de la régulation de ce marché par l'expression politique démocratique ?

OUI AU DÉBAT DE SOCIÉTÉ AUTOUR DE LA BIODIVERSITÉ !

RUDI BERLI
MARAÎCHER ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Si aujourd'hui les fermes disparaissent et que nous avons une agriculture qui est poussée à la productivité et la compétitivité par la politique de la Confédération, avec ses conséquences négatives sur la biodiversité, ce n'est pas à cause des paysan·nes. C'est bien la Confédération, sous l'influence des milieux industriels, commerciaux et financiers, et leur·es représentantes à Berne, qui fait baisser les prix agricoles et la part du budget dédié à l'alimentation.

LA BIODIVERSITÉ EST UN OUTIL DE TRAVAIL POUR LA PAYSANNERIE !

Les paysan·nes travaillent tous les jours avec la biodiversité, sur nos terres, nos sols, dans les champs, les vergers et vignobles, avec toutes les espèces et variétés de plantes cultivées, dans les élevages avec les espèces et races les plus variées. Nos collègues, forestiers et pêcheurs, travaillent dans et avec leur milieu respectif. Nous œuvrons dans toutes les régions, les plaines, les zones périurbaines, les collines, les vallées et les montagnes avec les estivages, nous travaillons au nord et au sud des Alpes. Partout nous cultivons et nous entretenons la biodiversité, tous nos gestes, comme une technique de fauche, une application d'un produit phytosanitaire ou d'un insecticide, un travail du sol, ont un effet sur la biodiversité. La vie organique, son développement, sa croissance, sa fertilité, sont la base de notre travail quotidien et permettent de nourrir notre société de consommation, industrielle et urbaine. C'est dans cette circularité de la biodiversité vivante que nous cultivons. C'est l'agriculture paysanne !

CONSTATS SUR LA BIODIVERSITÉ. La perte continue de biodiversité est peu visible mais représente potentiellement une menace très importante sur la stabilité des écosystèmes et les systèmes alimentaires. Selon l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), 35% des espèces évaluées sont éteintes ou menacées, et 12% sont potentiellement menacées. Au total, la situation est donc critique pour près de la moitié de toutes les espèces indigènes évaluées en Suisse. Un cinquième de toutes les espèces connues vivant en Suisse (soit 10 844 sur environ 56 000) ont été évaluées jusqu'à présent.

UNE CAUSE IMPORTANTE DE L'EFFONDREMENT DE LA BIODIVERSITÉ se trouve dans la destruction des habitats et des réserves alimentaires qui servent à nourrir cette biodiversité. L'urbanisation, la production, la consommation et la pollution de la société industrielle, y compris la pollution agricole et la destruction des structures économiques et agronomiques de l'agriculture paysanne, y participent.

Morcelés par les agglomérations et les réseaux de circulation extrêmement denses de routes et de voies ferrées, les habitats de nombreuses espèces animales et végétales se sont dégradés. La perte de la surface agricole par année est

d'environ 800 ha principalement au profit de la forêt et de l'extension des agglomérations. La surface agricole utile par habitant en 1975 représentait 1656 m², en 2023 celle-ci est encore de 1184 m². En montagne, la biodiversité est menacée par l'abandon des exploitations et par l'intensification de l'utilisation de la montagne.

EN SUISSE, LA FORÊT ABRITE PRÈS DE 40% DE LA BIODIVERSITÉ. Un mélange équilibré de fonctions forestières devra être trouvé pour permettre à la fois une production de bois efficace et une protection des habitats et des espèces en forêt. Des surfaces doivent en outre être réservées à la promotion des taillis, taillis sous futaie et pâturages boisés. Cette diversité de formes d'exploitation s'accompagne d'une diversité structurelle au profit des espèces forestières héliophiles.

QUEL RÔLE POUR L'AGRICULTURE ? La recherche de la "compétitivité" de l'agriculture ordonnée par la politique agricole et la pression sur les prix sont un moteur central de la destruction des structures diversifiées et d'une dissociation croissante entre production alimentaire et préservation de la biodiversité agricole (par exemple, abandon des pâturages extensifs en plaine). Le vocabulaire de la politique agricole par l'introduction de surfaces de compensation écologiques et des surfaces de préservation biologiques montre déjà à lui seul la problématique. La recherche de gains de productivité par l'agrandissement, la mécanisation, la spécialisation et l'homogénéisation dans l'espace et le temps (comme les fenaisons ou moissons simultanées sur l'ensemble du plateau en l'espace de quelques jours) des pratiques agricoles doit être compensée et demande des surfaces de préservation. Au lieu de techniques et structures agronomiques qui cultivent la biodiversité, on cherche à créer des réserves et à compenser les effets négatifs de cette poursuite de productivité aveugle. Ces surfaces agricoles de réserve et de compensation sont, avec 19,3% de la SAU, déjà considérables aujourd'hui, mais manquent leurs objectifs. La seule mesure qui apporte de réelles améliorations est la mise en réseau. Seule la généralisation des circuits courts, la relocalisation des structures de transformation et une revalorisation importante de la production alimentaire paysanne peuvent stopper et inverser la destruction de la biodiversité. L'initiative passe complètement à côté de ces considérations liées au système économique et commercial qui favorise la destruction des structures de l'agriculture paysanne et veut aller encore plus loin dans cette vision écologique libérale de création de réserves. Une telle proposition ne fait que déplacer la problématique du système alimentaire industriel en baissant le taux d'auto-provisionnement au détriment d'une augmentation des transports et des importations. Autrement dit, en externalisant les problèmes de biodiversité engendrés par notre système de production et de consommation en dehors de nos frontières.

QUELLE VALEUR POUR LA PRODUCTION AGRICOLE PAYSANNE ? Entre 1985 et 2023, la valeur de production totale de l'agriculture a baissé de 16% passant de 14,2 milliards CHF à 11,9 milliards CHF. Cette somme représente aujourd'hui moins de 1% de la valeur ajoutée brut de l'ensemble de l'économie, alors



qu'en 1950 la part de la valeur ajoutée brut agricole représentait encore 11%. La part du budget d'un ménage alloué à l'alimentation est de 10%, y compris la restauration et les boissons alcoolisées.

SORTIR DE CETTE SPIRALE DE DESTRUCTION de l'agriculture paysanne implique le renforcement de la demande pour la production de l'agriculture paysanne notamment par une commande publique et une régulation des marchés. Les labels aux mains de la grande distribution ne permettent pas de sortir des niches de stratégies commerciales. Ainsi la part de marché pour les produits biologiques représente en 2023 11,2%. En Suisse les ventes de produits biologiques ont de nouveau augmenté légèrement en 2023 après une baisse importante de 2,2% en 2022, alors qu'en France les surfaces cultivées en bio ont régressé de 2% en 2023 à la suite du renchérissement et de la pression sur les prix à la production. L'agriculture de conservation ou les systèmes de polyculture élevage circulaires n'ont pas de reconnaissance particulière sur le marché.

IL N'EST PAS CERTAIN QUE CE DÉBAT DE SOCIÉTÉ SOIT POSITIF, puisque des croyances érigées en certitudes seront une nouvelle fois brandies et creuseront encore des fossés au lieu de chercher à unir nos sociétés autour d'une vision, d'objectifs et de moyens d'action majoritaires.

Uniterre défend une agriculture paysanne qui protège et cultive la biodiversité et veut favoriser un redéploiement d'une diversification économique des territoires, en cessant de mettre en opposition système agricole et alimentaire et biodiversité. Nous nous battons pour reconnaître le caractère d'utilité publique de l'agriculture, pour une priorité à la production locale au détriment des marchés globalisés et pour obtenir une reconnaissance des services non marchands de l'agriculture paysanne ! •

Au cœur de tous les débats, la polarisation des avis et des positions entre agriculture et écologie ne cesse d'attiser un feu qu'il semble bien difficile de maîtriser. Comment et pourquoi en est-on arrivé là ? Quelles pistes pour sortir de cette vision manichéenne stérile ?

SOEURS ENNEMIES, VRAIMENT ?

VANESSA RENFER
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Au royaume des stéréotypes, on demande le méchant paysan pollueur et l'ignare écolo bobo. C'est forcer le trait, bien sûr, mais c'est le triste constat que nous sommes nombreux à faire, jour après jour. Erigées en vérités absolues, ces positions bien campées coupent court à toute tentative de discussion, et ne laissent la place qu'au mépris et au repli sur soi. A l'origine de cet état de fait, la méconnaissance a fait son nid. L'évolution structurelle de l'agriculture a conduit l'immense majorité de la population, en tout cas dans nos contrées occidentales, à perdre son contact avec la terre et à oublier ses racines. Tant d'idées fausses circulent sur la réalité du monde paysan. Prenons le célèbre exemple de la détention des poules en batterie: interdite en Suisse depuis 1992, elle continue d'être amenée dans les discussions et citée en contre-exemple, tout simplement parce que dans le fond, beaucoup de gens ignorent ce qu'impliquait ce mode de détention, et à quel point les choses ont évolué.

L'IGNORANCE PEUT SE RETROUVER AU SEIN de n'importe quelle corporation, elle est donc le premier ennemi à combattre. Non seulement elle empêche d'avancer, mais en plus elle fait office de carburant pour des joutes stériles et délétères. En tant que paysannes et paysans, nous devons aussi avoir l'humilité de reconnaître que nous ne savons pas tout, et que nous pouvons aussi nous tromper. La crainte du changement est inhérente à l'être humain et elle freine malheureusement bien des évolutions positives. Reprenons l'exemple des poules en cages. Certainement que certain-es éleveur-euses, à l'époque, ont dû argumenter que "ça ne marchera jamais" de passer à un mode de détention au sol et avec sorties en plein air. Pourtant, qui aujourd'hui aimerait revenir en arrière ? C'est d'autant plus intéressant que ces mêmes débats, concernant des modes de détention ou des aires de sortie en plein air, ont lieu maintenant en Europe, où la détention en cage est progressivement remplacée par des systèmes que la Suisse pratique avec succès depuis plus de 30 ans.

LA PRÉCARITÉ DANS LAQUELLE ÉVOLUE LE MONDE PAYSAN est un autre facteur qui concourt à cette situation conflictuelle. Lorsque vous avez le couteau sous la gorge, lorsque vos finances sont au plus mal, il est difficile de dégager du temps et de l'énergie pour oser d'autres pratiques et d'autres méthodes. La tête dans le guidon peut empêcher d'imaginer une autre façon d'être paysan-ne. Le paradoxe est d'autant plus cruel que les méthodes qui tendent vers plus de durabilité sont en principe encouragées par une plus-value financière. Or le désenchantement est souvent considérable lorsque le-a paysan-ne réalise que le süssucre promis ne compense pas les investissements et n'améliore pas vraiment, voire pas du tout, sa situation socio-économique.

LES FORTES TENSIONS qui naissent entre la réalité des paysan-nes et les exigences liées à une meilleure prise en compte de notre environnement trouvent également leur origine dans l'incohérence des politiques publiques. On soumet les producteur-rices à l'impitoyable loi du marché et à la concurrence déloyale des produits importés. Dans le même temps, on attend d'eux des pratiques vertueuses qui augmentent les coûts de production alors que le marché ne permet pas de les rétribuer, et que les fonds mis à disposition par la Confédération sont chaque année mis sous pression. Dès lors, le clash est inévitable.

ON DOIT TOUTEFOIS SE POSER OUVERTEMENT LA QUESTION. Qui entretient ces dissensions, et qui a intérêt à les voir perdurer ? Au sein du comité d'Uniterre, la conviction est forte que l'agriculture et l'écologie ne doivent pas se percevoir comme des ennemies impossibles à réconcilier, bien au contraire. Paysannes et paysans ont travaillé de tous temps en synergie avec leur environnement. Le tournant vers une agriculture de domination du vivant n'est que très récent à l'échelle de l'histoire de l'humanité.

L'ON NE PEUT QUE S'ÉTONNER DE LA TACTIQUE EMPLOYÉE par la fâtière agricole, qui n'a pas jugé pertinent de soutenir notre campagne pour des prix équitables, mais qui investit des montants considérables (2 millions de francs, à notre connaissance) pour lutter contre une initiative qu'elle juge extrême, mais qui pourrait très bien, pour finir, ne concerner que de façon très marginale les paysannes et paysans. Quel intérêt à la plus grande organisation paysanne du pays à entretenir la division entre producteur-rices et consommateurs-rices ? Il est difficile de ne pas faire le lien avec les intérêts économiques de grands groupes agroindustriels ou avec des détenteurs de certains labels qui ne doivent leur existence que grâce à la différence entre les productions écologiques et moins écologiques. Rappelons ici que les labels sont souvent une bonne excuse pour dégager des marges conséquentes, pour ne pas dire exagérées, et qu'ils embrouillent les consommateur-rices en complexifiant de façon artificielle le choix de leur alimentation.

L'AGRICULTURE PAYSANNE PRÔNÉE PAR LA VIA CAMPESINA libère la politique agricole d'une immense lourdeur administrative, tout en offrant des solutions efficaces pour répondre aux nombreux défis qui attendent l'humanité dans les décennies à venir: l'évolution du climat, les enjeux de santé publique en lien avec l'accessibilité à une alimentation saine pour toute la population, l'amélioration des conditions socio-économique de la paysannerie et la sauvegarde de la biodiversité, tout cela peut être géré par des méthodes différentes qui offriront enfin la réconciliation tant attendue de l'agriculture et de l'écologie. Uniterre en appelle donc à quitter de toute urgence cette dichotomie invivable et inutile pour se concentrer enfin sur un véritable projet de société agricole et alimentaire. Le proverbe le dit: "Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin". •

AU REVOIR, LAURENT !



Le 2 mai dernier, nous avons appris avec une profonde tristesse que Laurent Vonwiller, membre du Comité directeur, était décédé des suites d'une longue maladie, à l'âge de 76 ans. Ingénieur agronome de profession et musicien passionné, le parcours de Laurent fut riche et varié. Il a notamment œuvré longtemps au sein de Bio Suisse, et il a également travaillé pour la Coop en tant que consultant pour la qualité et la durabilité. Ces expériences diverses l'ont amené à se positionner fortement en faveur d'une agriculture écologique et solidaire. Il s'est notamment impliqué avec enthousiasme pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des ouvrières et ouvriers en Espagne et au Maroc, et s'est engagé dans plusieurs groupes de travail au sein de la Coordination européenne de la Via Campesina (ECVC). Il a milité avec ferveur dans le cadre de la campagne pour l'initiative Souveraineté alimentaire, époque à laquelle il est devenu particulièrement actif au sein d'Uniterre. Ces dernières années, son énergie débordante s'est focalisée sur un projet qui lui était cher: le développement de l'agroécologie en Suisse, avec la volonté de mettre sur pied des réseaux d'échange de connaissances entre paysannes et paysans. Malgré l'annonce de sa maladie, il a continué de participer activement aux séances de comité et aux échanges avec l'équipe du bureau. Infatigable, il nous a fait bénéficier de ses grandes connaissances, et de son expérience au sein d'une entreprise de grande distribution. Nous garderons de Laurent le souvenir d'un fervent militant, dynamique, joyeux et profondément humain. Nous adressons à sa famille et à ses ami.es nos plus sincères condoléances. Nous poursuivrons son engagement et ses combats en sa mémoire.

Le Comité directeur et l'équipe du bureau



POUR VOS DON

Coordonnées bancaires

Banque Raiffeisen Broye Vully Lacs
1564 Domdidier
CCP de la Raiffeisen 17-1378-2

IBAN : CH23 8080 8002 5119 3914 1

UNITERRE, av. du Grammont 9 - 1007 Lausanne
UNITERRE est reconnu d'utilité publique par les autorités fiscales du Canton de Vaud.

Vous pourrez déduire de vos impôts
tous vos dons à Uniterre. MERCI !



DES BIQUETTES POUR LE PETIT COQ

MANUE PIACHAUD
ÉTHO-ANTROPOLOGUE, GENÈVE

Avez-vous déjà entendu parler du tétras-lyre, ou coq de bruyère, et du ré-embroussaillage des Alpes ? Alors que l'aulne vert est bien connu des exploitantes d'alpage, beaucoup se demandent quel est l'intérêt de lutter contre cet arbuste indigène. L'Association Alpine Tetrao Tetric (AATT) mène des projets pour soutenir les exploitantes d'alpage à préserver leurs pâturages dans les zones où le tétras-lyre, relique de l'époque glaciaire, est présent.



Le tétras-lyre¹ vit dans les landes à éricacées. Les pâturages proches des lisières sont favorables notamment pour la période nuptiale où les coqs ont besoin d'espace ouvert pour parader devant les femelles et où les jeunes peuvent trouver des insectes, nourriture qui leur permet de survivre. Le tétras-lyre subit surtout le dérangement l'hiver, ne s'alimentant, à ce moment-là, que d'épines de sapin pour survivre et creusant des igloos pour se protéger du froid. **Le ski hors-piste a été déterminé comme le facteur principal de mortalité du tétras-lyre qui a beaucoup de chance de mourir s'il a été dérangé 5 fois.**

UN ARBUSTE BIEN ADAPTE. L'aulne vert affectionne tout particulièrement les pentes ombragées de la zone subalpine. Se couchant sous le poids de la neige il supporte les avalanches et acidifie le sol, diminuant la biodiversité. Alors que les alpagistes ont l'obligation d'empêcher l'embroussaillage des pâturages pour obtenir les paiements directs, les aulnes verts coupés repoussent à l'identique après 10 ans. AATT a donc décidé de s'appuyer sur des chèvres afin d'assurer la mort de ces arbustes par leur écorçage par les caprins. L'avantage des chèvres est qu'elles mangent les feuilles la première année, puis commencent à ronger l'écorce et tuent les aulnes verts au bout de 3 ans. Si les arbustes sont laissés sur place, ils pourrissent et ne repoussent pas.

MAINTENIR UNE MOSAÏQUE DU PAYSAGE. Il n'est pas question d'éradiquer cet arbuste énormément répandu sur nos montagnes. Il s'agit bien de travailler sur des zones pâturables d'altitude qui ont été envahies ces dernières décennies alors que le manque de main d'œuvre ne permet pas de lutter contre toutes les espèces néfastes pour les bovins (rumex, vérâtre, séneçons, fougères, chardons, etc.). Les exploitantes d'alpage n'ont pas le temps de réaliser des parcs électrifiés pour les chèvres d'autant plus que la recommandation contre les prédateurs prévoit 5 fils électrifiés, ce qui représente 2 500 mètre linéaire de fils pour un seul hectare clôturé. AATT s'engage donc avec des bénévoles pour mettre en place ces clôtures. Les tests avec les chèvres démontrant une belle efficacité, des fonds ont été trouvés pour agir sur 10 ha d'ici 2040.

L'antenne tessinoise d'Agridea signale qu'au Tessin, il n'est pas question d'ouvrir des zones d'alpage qui s'embroussaillent comme dans le Canton de Vaud car l'enjeu est avant tout de trouver des exploitantes pour les alpages existants. En effet, beaucoup d'alpages n'ont pas de voie d'accès pour les véhicules ce qui limite leur exploitation. Noëmi, membre d'Uniterre, signale qu'ils doivent monter en famille à l'alpage car cela demande toute une logistique pour avoir assez de nourriture, le matériel pour la production de fromage, etc. De plus s'il y a un problème avec une machine ou un animal, il est délicat de demander au vétérinaire de monter 2h à pied. Cette éleveuse n'a que des bovins mais elle souligne que les détenteurs de chèvres et de moutons diminuent dans sa région en raison de la présence du loup. Beaucoup n'adhèrent pas au fait de prendre des chiens de protection étant donné que cela engendre des conflits avec les promeneurs et que cela complique encore l'exploitation financièrement et administrativement. **Au Tessin, ce sont donc des alpages entiers qui sont amenés à se refermer car aucun-e exploitant-e ne montre de l'intérêt pour ces zones reculées. De plus, nombre de ces pâturages sont peu sécurisés, le risque d'éboulements ou de chute dans un précipice est élevé.**

UN PARTENARIAT INTERESSANT. Alors qu'une partie des alpagistes ne sont pas prêtes à accueillir des chèvres pendant 3 ans, AATT a eu l'opportunité de s'associer avec Agroscope (centre de recherche agronomique de la Confédération) et Proconseil (bureau de vulgarisation vaudois) pour mettre en place des tests alternant coupes et abrouissement par du bétail. C'est ainsi que 6 alpages en tout vont être travaillés de 2024 à 2026 et que 130 jours bénévoles sont requis pour entasser les arbustes coupés sur les parcelles définies comme favorables au tétras-lyre et aux bovins de l'exploitant d'alpage.

FAIRE REMONTER LES LIMITES DES EXPLOITANT-ES D'ALPAGE. Dans ce projet partiellement financé par la DGAV², un volet sociologique a été prévu pour mieux comprendre ce qui limite les exploitantes à entretenir leur alpage et définir les leviers permettant d'assurer la coupe des aulnes verts. Cette étude anthropologique est une opportunité pour donner la voix à

cette filière agricole. En effet, les éleveur-euses de vaches ont des problèmes différents que les maraîcher-es ou les céréalier-es. Et ceux qui exploitent les pâturages alpins ont encore d'autres contraintes (fonte des neiges, normes de protection des milieux, contrôles par les forestiers, etc.). Comprendre les alpagistes permettra de leur donner d'autres outils pour éviter le ré-embroussaillage des pâturages alpins. Dans ce cadre, un sondage va être réalisé ainsi que des entretiens semi directifs et des observations participantes afin de définir davantage les contours de cette filière agricole.

AATT tient à travailler en collaboration avec les exploitantes d'alpage qui sont les acteurs côtoyant le tétras-lyre de près et qui peuvent agir dans leur quotidien directement et régulièrement sur les milieux de cet oiseau potentiellement menacé.

BESOIN DE MOTIVÉ.ES. Les agriculteur-rices sont un groupe d'acteurs dont l'emploi du temps est suffisamment chargé pour que leur participation à des recherches sociologiques soit limitée. AATT s'interroge sur les moyens de diffuser le sondage au sein du monde agricole suisse romand et cherche à constituer un groupe de travail afin d'ancrer cette recherche dans la réalité des exploitantes pour éviter qu'elle soit déconnectée du terrain et des réalités des acteur-rices. Ce groupe de travail contribuera à constituer les questions du sondage, à aider à sa diffusion, à confirmer la pertinence des résultats obtenus et à développer un support de communication matérialisé.

LE SONDAGE SERA AUSSI L'OCCASION d'enrichir la plateforme Patura Alpina et de mieux la faire connaître. En effet, cette boîte à outils en ligne développée par des experts agronomes suisses (Agridea, Fibl, Agroscope, etc.) décrit les moyens de lutte sur les différentes plantes envahissantes des pâturages de montagne et est jusqu'ici peu connue des alpagistes.

POUR TOUTE QUESTION, INTERET, MOTIVATION, envie de participation, vous pouvez contacter le 076 389 21 28. Si vous avez envie de faire partie des bénévoles sur les alpages en septembre, de participer au groupe de travail ou si vous avez des idées pour diffuser le sondage, n'hésitez pas à me contacter car votre point de vue ne pourra qu'être enrichissant ! •

¹ La photo ci-dessus montre des lagopèdes alpins
² DGAV: Canton de Vaud/ Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires

POUR ALLER PLUS LOIN : www.projetfaune.com

RENCONTRE AVEC ADRIAN, MARAÎCHER À LA FERME DU MONTOIS

À LA COOPÉRATIVE LONGO MAT, JURA (CH)

PROPOS RECUEILLIS PAR JENNIFER BURRI
SECRÉTAIRE D'UNITERRE, RECHERCHE DE FONDS



Salut Adrian, merci pour ton accueil ! Pourrais-tu te présenter ?

Je m'appelle Adrian j'ai 38 ans et je suis là depuis 5 ans. Je ne viens pas du milieu agricole mais mes grands-parents étaient paysans. J'ai grandi en campagne zurichoise et c'était très traditionnel. Ça avait un effet plutôt répulsif sur moi et je ne pouvais pas m'imaginer faire l'agriculture de cette manière.

Et du coup ça t'a amené à vivre et travailler aujourd'hui dans une ferme qui suit un modèle complètement différent ?

Oui, je pense qu'à partir du moment où j'ai entendu parler de fermes collectives, il y a eu plus d'intérêt. Ici, l'agriculture est une partie de notre revenu et de notre quotidien mais ce n'est pas tout. Et ça c'est une grande différence par rapport à d'autres fermes. On est plus libre, on est plusieurs et on a d'autres sources de revenus. Ça fait qu'on n'a pas à bosser constamment et on a plus de liberté pour faire d'autres choses, mais ce n'est pas simple à garder.

Peux-tu nous dire comment vous intégrez l'écologie dans vos pratiques agricoles ?

Au niveau du maraîchage, on essaye de faire beaucoup à la main et d'avoir un sol couvert avec des engrais verts tout au long de l'année pour favoriser la vie du sol, même si on a quand même toujours un petit tracteur pour faire les foins. Ce qu'on peut se permettre ici, c'est de changer d'angle et de ne pas voir tout dans les lunettes de la production. On peut réfléchir sur nos pratiques et prendre le regard de la nature, même s'il y a toujours un biais. Si tu es dans une ferme où tu dois produire pour survivre, tu peux rarement te permettre de penser depuis cet angle.

C'est vrai, de nombreuses pratiques sont justifiées par cet impératif d'être productif. Comment c'est pour vous ?

Les termes de rentabilité et de productivité ne sont pas des termes qu'on utilise. Par contre on aime avoir une certaine efficacité dans le travail. Il y a un objectif et on essaye de

l'atteindre de la manière la plus respectueuse possible. Le jardin, c'est quand même des planches droites pour faciliter les choses. Mais c'est pas pour la rentabilité, même si ça la permet.

Comment est-ce que tu situes la ferme dans le paysage agricole suisse ?

Je trouve qu'on s'intègre plutôt bien. On a des moutons de la race brun noir du pays, ce sont des moutons d'ici. Après c'est clair, on n'est pas une ferme laitière, il y en a beaucoup dans le coin. Le type de production ne nous distingue pas tant, c'est plutôt dans le fait de faire ça en collectif et d'avoir des avis politiques parfois contraires au monde agricole.

Qu'est ce qui est mis en pratique à la ferme vis-à-vis de la biodiversité ?

On a un élevage assez extensif. Je pense qu'on a 50% de notre surface qui est en surface de promotion de la biodiversité (SPB). On travaille seulement avec l'engrais de la ferme. Les prairies et les pâturages sont maigres. Il y a une partie de l'engrais qui va être utilisé pour le maraîchage et du coup il ne reste plus beaucoup pour les prairies.

Qu'y a-t-il d'autre comme SPB ici ?

On a surtout des pâturages extensifs, pas mal en qualité 2. On a aussi des prairies extensives, des surfaces de fauches tardives, un pâturage boisé et deux étangs où les oiseaux et les grenouilles viennent se reproduire. Après, il y a aussi des endroits qui ne sont pas super bien entretenus. Là, l'herbe est haute et il y a plein d'endroits où il y a des orties. On ne va pas aller dans tous les coins nettoyer.

C'est volontairement laissé sauvage ?

C'est un peu un mélange entre volontairement et on n'y arrive pas (rises). Après, je pense aussi que vu qu'on est dans cette vallée un peu étroite, on est super bien entourés. Ça favorise pas mal la diversité sur place. En fait, là tout de suite il y a la forêt et là-haut, il y a des pâturages secs qui sont inventoriés. On a encore beaucoup d'insectes dans nos champs et c'est peut-être aussi justement parce qu'il n'y a pas de surfaces intensives autour.

Du coup, plus tu as une diversité qui t'entoure, plus tu peux profiter d'interactions entre le cultivé et le sauvage ?

Oui, mais quelquefois il faut se protéger aussi.

C'est justement quelque chose que je voulais te demander. Comment vous gérez les contraintes liées aussi parfois à la biodiversité ?

Je trouve que pour les pâturages il n'y a pas trop de contraintes. Ça dépend des productions mais si t'as une race de bétail intensif, c'est clair que là, il y a des contraintes. Je pense d'ailleurs que c'est un chemin que l'agriculture doit prendre: partir de nouveau sur des races extensives pour pouvoir gérer des surfaces extensives.



Quand tu dis des races extensives ... ?

Ça vaut pour les vaches mais aussi pour les moutons: ces races qui produisent du lait et qui ont été poussées par l'Homme à produire plus avec de la nourriture de plus en plus riche. Là je sors du cadre de la ferme mais vouloir produire de plus en plus de lait avec une seule vache, il y a tout un tas de choses qui doivent suivre. Il faut produire plus de fourrage avec beaucoup de protéines. Ça change nos champs. Partir d'une race qui n'a pas besoin de ça, ça va donner moins de lait, par contre ça a un autre impact sur l'environnement.

Comment est-ce que tu vois se profiler l'avenir agricole en Suisse ?

Un avenir ça vient avec un changement de la société. Il faudrait plus de valorisation de la production agricole et beaucoup plus de gens. Mais si on veut que les gens se remettent à travailler là-dedans, il faut vraiment redonner une place à l'alimentation et à la production d'aliments avec des salaires justes. Je suis assez persuadé que l'humain peut avoir une influence assez positive sur l'environnement. Nous faisons partie de la nature et il y a sûrement des parties où on peut être bénéfique pour le tout. Mais je ne pense pas que c'est avec des grandes surfaces et plus de machines. Il faut plus de mains et peut-être aussi plus de cerveaux et de manières de faire. En plus petit et du coup aussi plus réparti et diversifié.

Qu'est-ce qui empêche ces changements en Suisse selon toi ?

Beaucoup de choses. Il y a la législation déjà, la politique agricole, qui est axée sur des fermes plus grandes avec moins de main d'œuvre. En fait pour pouvoir survivre, les fermes deviennent de plus en plus grandes et ça va à l'encontre de la biodiversité. Ça veut dire que tu as des entités de plus en plus industrialisées pour gérer des complexes plus grands avec des hiérarchies et une manière super stricte et carré sur tes manières de faire car sinon tu n'arrives pas à gérer et ça c'est clairement un problème. Souvent la législation et la politique reflètent la pensée dominante et là c'est encore très clair que "plus grand et plus productif c'est mieux". On a tendance à ignorer les effets que ça a sur l'environnement. C'est pas du tout une priorité. Pour moi, ce qui manque c'est donner à l'humain une autre place dans la nature. Je pense que c'est nécessaire dans le sens où on est là et peut essayer d'avoir l'impact le plus bénéfique possible pour tout ce qui nous entoure. Être conscient, le faire et ne pas être perdu dans notre truc à essayer de tout dominer. Notre paysage est bien façonné par l'humain et ça a aussi pas mal de bénéfices pour la biodiversité. Les prairies sont maintenues par les humains et les animaux! Ces espaces ne resteraient pas ouverts sans l'intervention de l'humain. •



LES ACCORDS INTERNATIONAUX. TOUT ÇA POUR ÇA!

ULRIKE MINKNER
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

La Suisse s'est engagée, par la signature de multiples traités internationaux, à soutenir la biodiversité. Voici un petit aperçu.

" En tant que signataire de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et de nombreux autres accords internationaux pertinents en la matière, la Suisse œuvre en faveur de conditions-cadre, de mesures et de politiques efficaces afin de maintenir, de développer et d'utiliser durablement la biodiversité." Ce document (1) peut être consulté sur le site de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV).

CONTINUER À LIRE REQUIERT DE LA PATIENCE: La Suisse est membre de l'Union internationale pour la protection de la nature, de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, créée en 2012, et du Centre mondial d'information sur la diversité biologique

DE PLUS, 8 TRAITÉS ET CONVENTIONS SONT LISTÉS AVEC TOUTES LES INFORMATIONS EN DÉTAIL.

Regardons de plus près le numéro 1 : (1)

- La Convention sur la diversité biologique (CDB) a été adoptée en 1992 à Rio de Janeiro lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. Elle compte à ce jour 196 Parties (3). La Suisse l'a ratifiée le 21 novembre 1994.
- La mise en œuvre de la CDB fait l'objet d'une surveillance et, si nécessaire, de décisions lors des conférences des Parties, qui se tiennent à intervalles réguliers.
- Lors de la Conférence qui s'est tenue à Nagoya en octobre 2010, ont été adoptés le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique à l'échelle mondiale ainsi que les objectifs d'Aichi correspondants. Malheureusement, à fin 2020, aucun de ces objectifs n'était entièrement atteint.
- Le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal a été adopté en décembre 2022 à Montréal lors de la 15e Conférence des Parties à la CDB.
- Ce cadre de référence contient des objectifs clairs et mesurables à atteindre d'ici à 2030 et 2050, assortis d'indicateurs uniformes qui ciblent les principales causes globales de la perte de biodiversité.

- Ont en outre été adoptés à Montréal un mécanisme de compte-rendu et de contrôle, ainsi que des mesures visant à mobiliser des moyens financiers en vue de l'atteinte des objectifs. Ce mécanisme de mise en œuvre renforcé doit permettre aux Parties de mieux évaluer le succès des mesures et d'en tirer des enseignements.

LES SIGNATAIRES "PEUVENT" EN TIRER DES LEÇONS. A ce sujet, il est pertinent de s'intéresser à l'article publié le 06.05.2024 "Autorité chargée de l'embellissement de Röstli" (2 roestis-beschoenigungsbehoerde), par le journal en ligne Republik. Il y est dit: "A l'Office de l'environnement, un rapport a été réécrit jusqu'à ce que les mesures combattant la perte de biodiversité aient l'air plus efficaces qu'elles ne le sont réellement". Selon le journal, l'état de la biodiversité a été présenté de façon trop florissante dans un communiqué de presse. De plus un rapport au sein du DETEC (Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication) (4) qui contenait des informations défavorables sur la biodiversité, aurait été retouché. Selon Republik, ceci aurait suscité des interrogations car il contredisait des expertises internes et externes.

FRUSTRATION! Quand un département fédéral commissionne une expertise, qui plus est onéreuse, pour ensuite embellir les rapports, je me demande à qui on peut encore faire confiance. C'est en réalité un scandale et je vous laisse vous faire votre propre avis là-dessus. Le thème me laisse frustrée. Le bon côté des choses est que nous, paysannes et paysans, remarquons les changements de la nature, même en l'absence de traités et de rapports embellis. •

SOURCES:

- www.bafu.admin.ch OFEV > Politique de la biodiversité > Accords internationaux
- www.republik.ch/2024/05/06/roestis-beschoenigungs-behoerde
- Les Parties représentent ici les gouvernements qui ont ratifiés le traité.
- www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/biodiversite/info-specialistes/biodiversitaetspolitik/strategie-et-plan-daction-pour-la-biodiversite.html

MERCI KATHARINA!

Notre secrétaire politique pour la Suisse alémanique, Katharina Schatton, quitte le secrétariat d'Uniterre après 2 années d'intense travail. Dès son engagement, elle s'est concentrée sur le développement de notre campagne "Des prix équitables, maintenant!", en collaboration étroite avec Alberto Silva, qui venait également de débarquer au secrétariat. Cet immense exercice n'a pas été évident mais lui a permis de se créer un large réseau dans le monde paysan et d'acquérir de précieuses connaissances sur le (trop) complexe système agricole.

Les autres projets dont elle s'est occupée (Agroecology Works, Koopernikus, vernissage de la brochure pour l'accès à la terre, etc.) ont permis de faire rayonner notre organisation au-delà du Röstigraben. La gestion de l'intergroupe parlementaire pour la souveraineté alimentaire lui a également permis de mieux comprendre le fonctionnement de nos institutions politiques (et de la lenteur de notre démocratie!). Impossible évidemment de lister l'ensemble de ses activités, mais elle les a toujours réalisées avec motivation et engagement, parfois sans compter ses heures.

Notre secrétariat perd une précieuse collaboratrice, sur qui nous avons pu toujours compter. Sa bienveillance, son ouverture d'esprit et sa gentillesse ont été largement appréciées.

Nous sommes certain-es que son expérience au sein d'Uniterre lui a apporté beaucoup de compétences et de connaissances et que cela lui a permis de grandir en tant que personne et militante. Nous lui disons encore une fois un immense "merci vielmal" et lui souhaitons tout de bon pour la suite de ses projets.

Une nouvelle personne a été engagée pour remplacer Katharina, vous pourrez découvrir son portrait dans ce même numéro à la page 8. •

Bureau d'Uniterre

ASSURANCE SOCIALE ALIMENTAIRE : VALORISER L'AGRICULTURE PAYSANNE

ALBERTO SILVA
MARAÎCHER ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Au tournant de la Seconde Guerre mondiale, l'agriculture industrielle – fortement dépendante des énergies fossiles et de la chimie – s'est développée et renforcée en promettant de nourrir l'ensemble de la population. Or cette promesse n'a jamais été tenue. Au contraire, les personnes souffrant de la faim dans le monde sont toujours plus nombreuses, pour atteindre 10% de la population mondiale. Ce système génère énormément de profits pour les multinationales de l'agro-industrie, au détriment des besoins des peuples, créant une montagne de gaspillage alimentaire, alors qu'une partie de plus en plus grande de la population n'arrive pas à se nourrir dignement et que les revenus paysans ne cessent de diminuer. Et tout cela se passe dans l'indifférence générale des pouvoirs publics!

DÉVELOPPEMENT DE CONDITIONS-CADRES. L'agriculture paysanne est vertueuse sur de nombreux aspects, mais ne résiste pas à la concurrence déloyale du modèle agro-industriel qui draine toujours plus de financements publics pour compenser la baisse des revenus paysans. Le système agricole et alimentaire actuel, concentrant le pouvoir entre quelques acteurs, n'offre guère d'alternative: si certain-es paysan-nés ont fait le choix de la vente directe, trop souvent leurs produits ne sont vendus qu'aux populations les plus aisées, s'enfermant ainsi dans un "marché de niche". Même si la sensibilisation aux enjeux agricoles est importante, aucun acte individuel de consommation ne permettra jamais de transformer l'en-

semble du système alimentaire. Notre proposition met en avant la création de conditions-cadres pour développer fortement l'agriculture paysanne diversifiée, résiliente, locale et créatrice d'emplois, avec l'opportunité d'obtenir un revenu digne et équitable pour notre travail de production. Car, pour l'heure, cette offre agricole alternative est incapable de remplacer l'agriculture industrielle, car cette dernière est favorisée par l'État et donne aux consommateur-rices l'illusion de choisir leur alimentation. Mais leur choix se fait en fonction de ce qu'ils et elles peuvent mettre comme argent.

L'ASSURANCE SOCIALE ALIMENTAIRE (ASA) PROPOSE de sortir l'alimentation du commerce mondial et des logiques de concurrence, permettant de facto une re-territorialisation de notre système alimentaire: les paysan-nés produiraient pour les besoins de la population, besoins définis directement par la population elle-même. Ceci permettrait aux paysan-nés une rémunération équitable et encouragerait la création d'emploi dans ce secteur, tout en respectant les normes sociales et environnementales.

UNE RÉPONSE GLOBALE. On voit la critique grosse comme une porte de grange: on va dire aux paysan-nés ce qu'ils et elles doivent produire. Eh bien, en partie oui, mais pas plus que ce qui prévaut aujourd'hui! Dans une démocratie, il est normal que la production du million d'hectares de surface agricole utile en Suisse soit décidée par la population et non par les filières industrielles. De nombreuses contraintes pèsent déjà trop sur le dos des paysan-nés et même bio ou en circuits courts, ils et elles sont dépendantes du "pouvoir d'achat" de

la population, ce qui est un frein à la transition urgente et nécessaire du système agricole. Avec l'ASA, les paysan-nés pourront choisir leur système de contraintes et leur éthique de travail: soit le marché mondialisé concurrencé et ses normes, soit l'affiliation au conventionnement de l'ASA. Les paysan-nés affiliés seront aussi libres de participer à la prise de décision démocratique du conventionnement et pourront donc y défendre leur point de vue et leurs expériences dans la fixation des critères de conventionnement. Le but est de tisser des liens toujours plus forts avec les mangeurs et mangeuses. Enfin, la garantie d'un revenu digne et équitable permettra également l'installation de nouveaux-elles paysan-nés.

À TRAVERS NOTRE PROJET, NOUS PROPOSONS UNE RÉPONSE globale aux enjeux du système alimentaire et voulons ainsi sortir du fatalisme ambiant qui consiste à dire que les choses sont ce qu'elles sont et que nous ne pouvons rien y changer. Et si on imaginait une autre voie pour l'alimentation?

Ce projet émane du Réseau pour une Assurance sociale alimentaire, qui est un collectif de personnes impliquées dans la vie associative, politique, agricole ou citoyenne. Uniterre y travaille activement. •

POUR ALLER PLUS LOIN :
www.assurance-alimentaire.ch

BIENVENUE KAREL !

Notre nouveau collègue, Karel Ziehli, vient de rejoindre l'équipe à la suite du départ de Katharina. Faisons plus ample connaissance avec lui !

Pour commencer, peux-tu te présenter en quelques mots ?

Je viens d'un petit village du Nord-vaudois, proche d'Yverdon, entouré de champs et de forêts. J'habite depuis 9 ans à Berne, dans une partie de la ville qui borde les premiers champs. J'y ai déménagé pour poursuivre mes études en Sciences politiques que j'avais débutées à Lausanne. A l'Uni de Berne, j'ai écrit mon travail de master sur les raisons historiques de la forte présence des représentantes de l'agriculture au Parlement fédéral. Pour résumer, je suis arrivé à la conclusion que la politique s'est servie, depuis l'émergence de l'Etat-nation au milieu du 19e siècle, de la figure du paysan à des fins politiques. Mais cela faisait longtemps que je m'intéressais aux questions agricoles, notamment grâce à l'initiative d'Uniterre sur la souveraineté alimentaire et c'est resté jusqu'à aujourd'hui. J'ai également la chance de pouvoir écrire sur la politique agricole pour la plateforme en ligne Année politique Suisse et ceci depuis 2017. Je suis donc bien au fait de ce qui se passe sous la coupole. En parallèle, j'ai aussi travaillé pour Lisa Mazzone lorsqu'elle était au Parlement. Une sacrée expérience ! Entre temps, j'ai également fait un master en écriture littéraire, qui m'a permis d'explorer une facette de moi à laquelle j'avais envie de laisser plus de place. A côté de ça, je suis membre d'une ACP – le Radiesli Hof – qui me permet de travailler quelques fois par année aux champs. J'ai également un petit jardin familial dans lequel je m'essaie à différentes techniques de culture (qui ne sont pas souvent concluantes, je dois l'avouer).

Pourquoi as-tu choisi de postuler au sein d'Uniterre ?

La raison principale est que je voulais enfin être du côté de l'action s'agissant de notre politique agricole et le soutien à d'autres formes d'agriculture. Pendant 7 ans, j'ai analysé la politique agricole en tant que politologue, et, même si je trouve passionnant d'être dans le rôle d'observateur, il y a aussi un aspect frustrant. Presque rien ne change, alors que les conditions de vie de la paysannerie devraient être améliorées et que des changements structurels doivent absolument être entrepris pour lutter et s'adapter au réchauffement climatique et à la perte de la biodiversité. Je partage les valeurs d'Uniterre, dont je suis les actions depuis plusieurs années. Alors quand j'ai vu qu'un poste s'ouvrait, je n'ai pas hésité longtemps avant de postuler. J'ai envie de faire pression sur la politique, j'ai envie de relayer les doléances des membres d'Uniterre et d'être à leur service pour améliorer leurs conditions de vie. J'ai envie d'œuvrer pour l'agriculture du futur.

Quels sont les projets ou les combats qui te tiennent le plus à cœur ?

Je veux m'engager pour tou-ttes les paysan-nes, mais pour répondre à la question, les petits paysans me tiennent particulièrement à cœur, à savoir maintenir un fort réseau de petites paysan-es dans toute la Suisse, qui soit proche et implique les consommatrices et consommateurs. Ces plus petits domaines sont, de plus, bien plus aptes, à mon avis, à développer des structures écologiques diverses et denses, essentielles à la sauvegarde des écosystèmes. Arriver à renforcer ce maillage – tant écologique que paysan – permettra de mieux affronter les défis du futur, mais aussi du présent, j'en suis persuadé.

Quel est ton regard sur la situation de la paysannerie ?

La question est vaste. La paysannerie est aujourd'hui prise en étau entre plusieurs facteurs qui complexifient sa situation. D'un côté, il y a cet impératif de produire beaucoup et à bas prix pour résister à la concurrence étrangère, sous la pression des grands distributeurs qui achètent la production à prix dérisoires. De l'autre, il y a cette nécessité de produire de manière respectueuse de l'environnement et des ressources afin de préserver nos terres pour les générations qui suivront. Il nous faut trouver d'autres voies, qui garantissent de bons prix à la production et qui impliquent davantage les consommatrices et consommateurs. La vente directe, la transparence des prix tout au long de la chaîne, la garantie de prix permettant de couvrir les coûts de production, la revalorisation de techniques de culture plus respectueuses de l'environnement, sont plusieurs aspects, parmi d'autres, qui doivent maintenant être implémentés par la politique pour améliorer la situation de la paysannerie.



Si tu avais une baguette magique, quel serait le premier sort que tu jetterais ?

C'est une bonne question. La liste est longue ! En finir avec le patriarcat ? Pour moi, c'est un système d'oppression et de domination qui se reflète partout dans notre société mais également dans notre rapport à la nature. La révolution industrielle dans l'agriculture a été une forme de domination et de mise au pas de la nature qui, selon moi, relève de logiques patriarcales et dont les conséquences se font encore ressentir aujourd'hui. Pour autant qu'aucun autre système de domination similaire au patriarcat ne prenne sa place, j'opterais en premier lieu pour ce sort, qui aurait des répercussions sur tous les domaines de nos vies. Et si l'agroécologie n'est pas directement généralisée, par effet rebond, après ce premier sort, alors cela serait mon second. •

Maurus Gerber, Président

maurus.gerber@bluwin.ch
Vi 292, 7550 Scuol GR
Tel. 081 864 70 22

Philippe Reichenbach, Vice-président

boisdarbre1971@gmail.com
Tel. 079 640 89 63

AGENDA

Semaine du Goût 2024

12 au 22 septembre. Les céréales sont le thème de cette édition. www.gout.ch/inscriptions-2024

Grisons: Discussion autour de l'accès à la terre

18 octobre 2024 - 20 octobre 2024

Discussion autour de l'accès à la terre et présentations des traductions italienne et allemande de la brochure "La terre à ceux qui la cultivent", à l'occasion des rencontres de Salecina <https://salecina.ch/fr/>

Journée mondiale de l'alimentation 2024

POUVOIR & MARCHÉ – Qui décide de notre alimentation ?
Mercredi 16 octobre 2024 – 9h30-17h
PROGR, Waisenhauspl. 30, 3011 Bern

Agroécologie 2024

Les Journées de l'Agroécologie (JdA) auront lieu en octobre. Nous relierons l'art, la culture et la gastronomie à l'agroécologie.
Plus d'infos à venir: www.agroecologyworks.ch

Agenda complet sur notre site

www.uniterre.ch/agenda/

Dates des prochains comité

Vendredi 13 septembre, 10h30, Le Tempo, Yverdon
Vendredi 1 novembre, 10h00, Bienne
Vendredi 13 décembre, Comité de Noël, chez Ulrike, Mont-Soleil, programme à définir.

LES SECTIONS D'UNITERRE

Neuchâtel Philippe Reichenbach 079 640 89 63

Genève Ruedi Berli 078 707 78 83

Fribourg contact : Bureau Uniterre

Vaud contact : Bureau Uniterre

Jura/Jura bernois contact : Bureau Uniterre

Chablais Pierre Moreillon 024 499 21 17

Valais contact : Bureau Uniterre

Deutschschweiz Karel Ziehli 079 266 16 57

IMPRESSUM

Secrétariat / Publicité

Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne,
021 601 74 67 www.uniterre.ch info@uniterre.ch

Rédaction

Ulrike Minkner, u.minkner@uniterre.ch
Vanessa Renfer, v.renfer@uniterre.ch

Editeur, Abonnements et changements d'adresse

Claude Mudry, c.mudry@uniterre.ch
Uniterre, Rue de Courtelary 11, 2720 Tramelan

Traductions

Pascoum's InTerreTexte (pascoum.net)
Bureau Uniterre

Photographies / Images

Eric Roset 1,2,5,6
Archives Kurt Graf 3,4
Uniterre 4,6,8

Edition photographies / images

Markus Schönholzer

Imprimerie

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs
1450 Sainte-Croix, 024 454 11 26
Imprimé sur papier certifié FSC-Mix.



L'info à vos côtés

COMPRENDRE
LE MONDE,
AGIR ENSEMBLE

–30% sur nos abos
aux membres de nos
réseaux partenaires
lecourrier.ch/offres





Uniterre
Crésus
Crésus Comptabilité Crésus Salaires Crésus Facturation